



CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DU SÉNÉGAL

RAPPORT
**ECONOMIQUE
ET FINANCIER**

20
17



S O M M A I R E

1 - NOTE DE CONJONCTURE.....	8	3. RAPPORT FINANCIER	30
2 - ACTIVITE BANCAIRE	20	3.1 COMPTE DE RESULTAT (TABLEAUX 1-2-5-6).....	30
2.1. MOBILISATION DES RESSOURCES	22	3.1.1 CHARGES.....	30
2.1.1. Ressources clientèle.....	23	3.1.1.1 Charges d'exploitation bancaire	30
2.1.2. Ressources sur lignes de crédit extérieures et autres ressources affectées (tableau 4).....	23	3.1.1.2 Charges générales d'exploitation.....	30
2.1.3. Marché Monétaire.....	23	3.1.1.3 Autres charges	31
2.2. EMPLOI DES RESSOURCES.....	23	3.1.2 PRODUITS	31
2.2.1. Opérations de crédit.....	23	3.1.2.1 Produits d'exploitation bancaire	31
2.2.1.1. Crédit de campagne (tableau 3).....	23	3.1.2.2 Autres produits.....	32
2.2.1.2. Crédits ordinaires (tableau 3)	23	3.1.3 RESULTATS.....	32
2.2.1.3. Comptes ordinaires débiteurs (tableau 2).....	23	3.2 BILAN (TABLEAUX 3-4)	32
2.2.1.4. Créances impayées (tableau 3).....	24	3.2.1 ACTIF DU BILAN	32
2.2.1.5. Créances douteuses et litigieuses (tableau 3). 24		3.2.2 PASSIF DU BILAN	33
2.2.1.6. Encours global	24	3.3 RATIOS PRUDENTIELS (TABLEAU 7).....	33
2.2.2. Autres emplois			
2.2.2.1. Portefeuille de titres	25		
2.2.2.2. Encaisse et comptes bancaires	25		
2.2.2.3. Activités de transfert d'argent.....	26		
2.2.2.4. Investissements	27		

GOUVERNANCE

ADMINISTRATEURS

Monsieur Bassirou FATY, (Etat du Sénégal), Président du Conseil
Monsieur Youssou DIALLO (MAER)
Monsieur Mamadou NDIAYE (MEFP)

Banque Ouest Africaine de Développement

Monsieur Yoro DIAKITE

Union Nationale des Coopératives Agricoles du Sénégal

Monsieur Sidaty DIAGNE

Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal

Monsieur Mamadou CISSOKHO

Société de Développement et des Fibres Textiles

Monsieur Ahmed Bachir DIOP

AMSA Assurances

Madame Fatou Quinet DIENG

Caisse de Sécurité Sociale

Monsieur Mamadou Racine SY

Société Nationale de Recouvrement

Monsieur Raymond Babacar Néné MBAYE

OBSERVATEURS

Contrôle Financier

Monsieur Amadou Tidiane DIAW

Bureau Organisation et Méthodes

Monsieur Aliou SARR

DIRECTION



Monsieur Malick NDIAYE
Directeur Général



M. Baboucar DIOUF
Directeur de l'Audit et
de l'Inspection



M. Mademba THIAM
Directeur des Finances
et de la Comptabilité



M. Youssouph DIAGANA
Directeur de la Conformité et
des Risques Opérationnels



Mme Fatma Fall DIEYE
Directrice du Contrôle de
Gestion et des Etudes



M. Hamakairé NDIAYE
Directeur Commercial
et Marketing



**Mme Ndiaye Mame
Bineta CAMARA**
Directrice des Affaires Juridiques
et du Recouvrement



M. Ousseynou GUEYE
Directeur des Opérations,
des Engagements et du
Risques



**Mme Marie Jeanne
Gomis SECK**
Secrétaire Général



M. Gilbert NDONG
Directeur du Crédit et
du Réseau



M. Moussa SENE
Directeur des
Ressources Humaines
et de la Logistique



M. Seydou KEITA
Directeur de l'Informatique
et de l'Organisation

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Cabinet GAYE & ASSOCIES
(Immeuble Pyramide villa N° 7 VDN)

Cabinet MARIAME BAH
27, rue Wagane DIOUF, DAKAR

Mot du Directeur Général

En dépit de la consolidation du cadre macro-économique et de la croissance du PIB, l'année 2017 a été marquée au Sénégal, par une concurrence accrue dans le secteur bancaire et une pression sur la liquidité de la place. Malgré ce contexte difficile, la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS) affiche des résultats satisfaisants qui s'inscrivent dans une dynamique de performance et notamment d'amélioration de sa rentabilité.

En effet, malgré un Produit Net Bancaire (PNB) arrêté à 17,196 milliards FCFA, en repli de 17% par rapport à 2016, la CNCAS a réalisé un Résultat Net de 2,183 milliards FCFA avec un Total Bilan en progression de 2% qui s'est établi à 254 milliards de FCFA. Le total bilan a été tiré à la hausse sous la poussée d'une activité de crédit plus soutenue.

Ces réalisations traduisent les capacités de résilience et de croissance de la Banque, à même d'améliorer ses performances et conquérir de nouvelles parts de marchés dans un contexte de conjoncture économique difficile et une concurrence très vive.

Elles sont le fruit des efforts et du talent des collaborateurs, associé à la pertinence des choix stratégiques centrés sur la bonne gouvernance, le développement du capital humain, l'optimisation du réseau et de l'infrastructure organisationnelle.

En 2018, la CNCAS entend renforcer la proximité avec sa clientèle, soutenir la mobilisation des ressources internes et externes, conforter sa position de leader dans le financement des chaînes de valeur agricoles et proposer des offres innovantes aux usagers dans une logique de consolidation de sa structure financière.

Nous adressons nos vifs encouragements et félicitations à nos collaborateurs pour leur engagement tout en renouvelant nos remerciements à l'ensemble de nos clients et partenaires qui nous font confiance. Nous leur assurons que leur satisfaction reste notre crédo.

Enfin, nos remerciements appuyés vont à l'endroit des Administrateurs, Membres du Conseil d'Administration pour leur accompagnement constant.



1

NOTE DE CONJONCTURE

1 - NOTE DE CONJONCTURE

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Selon le FMI, la **croissance du PIB mondiale** s'est établie en 2017 à 3,7% contre 3,2% un an auparavant. Cette évolution reflète l'accélération synchronisée de la croissance aux Etats-Unis et dans la Zone Euro ainsi que la bonne tenue de l'activité économique dans les pays émergents et en développement, notamment, la Chine. En 2018, l'activité économique mondiale devrait se raffermir en liaison avec la poursuite de la confiance des marchés financiers et la croissance devrait s'établir à 3,6%.

Aux **Etats-Unis**, la croissance s'est renforcée en 2017 pour s'établir à 2,3% contre 1,6% en 2016. La croissance devrait passer à 2,9% en 2018 du fait d'une activité plus vigoureuse que prévu en 2017, un affermissement de la demande extérieure et l'impact macroéconomique attendu de la réforme fiscale de décembre 2017.

En **zone euro**, la croissance économique s'est établie à 2,3% en 2017 contre 1,8% en 2016, à la faveur de la politique budgétaire légèrement expansionniste, des conditions financières accommodantes et d'une amélioration des perspectives de la demande extérieure. Cette reprise devrait s'accélérer légèrement en passant à 2,4% en 2018 avant de retomber à 2% en 2019.

En **Chine**, la croissance devrait fléchir légèrement, passant de 6,9% en 2017 à 6,6% en 2018.

Quant à l'**Afrique subsaharienne**, la croissance s'est établie à 2,8% en 2017 et devrait s'accélérer progressivement en 2018 et 2019 pour atteindre respectivement 3,4% et 3,7% car les perspectives moroses de pays exportateurs de produits de base s'améliorent progressivement. Une amélioration de la croissance est notée en Afrique du sud où le taux est passé de 0,6% en 2016 à 1,3% en 2017. Elle découle de la bonne tenue de la production agricole, doublée d'une hausse significative de la production minière à la faveur d'un redressement des prix des produits de base. Quant au Nigéria, il est passé d'une récession en 2016 (-1,6%) à une reprise de la croissance qui s'est établie à 0,6% en 2017. Les perspectives de croissance en 2018 restent favorables pour ces deux pays avec des projections de 2,1% pour le Nigéria et 1,5% pour l'Afrique du Sud.

S'agissant du **commerce mondial**, il s'est vigoureusement redressé en 2017 s'établissant à 4,9%, en raison de l'accélération du rythme des échanges des pays avancés (+3,9% en 2017 contre 2,3% en 2016) et des pays émergents et en développement (4,1% en 2017 contre 2,6% en 2016). Le dynamisme du commerce international devrait se poursuivre en 2018, tiré, principalement, par les économies émergentes et en développement et la reprise de la demande aux Etats-Unis.

En ce qui concerne les **matières premières**, les cours devraient se revigorer après la chute brutale enregistrée entre 2015 et 2016. Les cours des matières premières hors combustibles s'inscriraient en hausse de 5,4% en 2017 contre un repli de 1,8% en 2016.

En moyenne, le cours du baril du pétrole du Brent ressort en hausse de 23,8% sur les neuf (9) premiers mois de 2017 comparativement à la même période de 2016. En 2018, Les cours du pétrole devraient rester relativement stables (+0,1%) tandis que ceux des matières premières, hors combustibles, se replieraient, en moyenne de 1,4%.

Les **prix à la consommation** ont augmenté de 1,7% en 2017 contre 0,8% l'année dernière dans les pays avancés. En revanche, dans les économies émergentes et en développement, l'inflation s'est établie à 4% en 2017 contre 4,3% en 2016. En 2018, l'inflation est attendue à 2% dans les pays avancés et à 4,6% dans les économies émergentes et en développement.

S'agissant du **marché financier international**, il est particulièrement marqué en 2016 par le relèvement des taux de base de la Réserve Fédérale, la politique d'assouplissement de la Banque Centrale Européenne et l'incertitude qui s'est fait montre sur le marché financier après le « Brexit ». Selon le FMI, le relèvement du taux de fonds fédéraux (aux États-Unis) de 25 points de base en fin d'année 2015 n'a pas eu l'effet escompté sur les conditions financières et sur la croissance des salaires devant permettre une forte pression sur les prix. Au niveau de la Zone Euro, l'objectif de diminution des anticipations inflationnistes a contribué au durcissement des conditions financières par l'intermédiaire du relèvement des taux d'intérêt réels. La sortie de la Grande Bretagne de l'Union européenne a, également, eu des conséquences importantes sur les marchés financiers, surtout au Royaume-Uni. Elle a, ainsi, augmenté l'incertitude, entraînant davantage la volatilité des marchés, dans un contexte où les négociations en vue de la sortie ne semblent donner aucun signal clair. Du côté des économies émergentes, plusieurs pays, notamment, les pays exportateurs de matières premières ont relevé leur taux directeur pour faire face à la dépréciation de leur monnaie et aux anticipations inflationnistes. Ces mesures visent à faire face à la récente remontée des cours des produits de matières premières.



SITUATION DANS L'UEMOA

Au niveau de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine** (UEMOA), l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 6,7% en 2017 contre 6,6% en 2016 dans un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation de 0,8% contre 0,3% en 2016. Tous les états membres ont enregistré un taux de croissance supérieur à 5%, favorisé par la baisse des prix du pétrole et les bonnes campagnes agricoles.

A la faveur de la poursuite de la mise en œuvre de politiques qui ont contribué à consolider la stabilité du cadre macroéconomique, la croissance serait maintenue à un niveau satisfaisant. Une croissance de 6,9% est attendue en 2018.

Au plan interne, la **situation sociopolitique** de l'Union s'est globalement améliorée mais les risques sécuritaires demeurent élevés et leur caractère transfrontalier renforce les menaces y afférentes pour l'ensemble de l'Union.

La **Bourse Régionale des Valeurs Mobilières** (BRVM) de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a enregistré en 2017 deux nouvelles introductions en bourse (NSIA Banque CI et Ecobank CI) portant à huit le nombre d'introductions sur les quatre dernières années. Neuf augmentations de capital contre deux en 2016 (+350%) ont été enregistrées, quand 336,8 milliards de FCFA ont été introduits contre 37,4 milliards en 2016 (+800,53%).

Pour le volume des transactions, 217,77 millions de titres ont été échangés contre 194,828 millions en 2016 (+11,78%). L'indice BRVM Composite a enregistré 243,06 points contre 292,17 points en 2016 (-16,81 %) et l'indice BRVM 10 totalise 219,65 points contre 261,95 points en 2016 (-16,15%).

Pour la capitalisation boursière, le marché des actions enregistre 6 836 milliards de FCFA contre 7 706 milliards en 2016 (-11,29%), quand le marché obligataire enregistre 2 970 milliards de FCFA contre 2 509 milliards en 2016 (+18,34%).

La valeur des transactions est estimée à 267,6 milliards de FCFA contre 409,26 milliards en 2016 (-34,61%).



SITUATION AU SENEGAL

L'activité économique s'est maintenue, en 2017, dans une dynamique de renforcement au regard des perspectives mondiales plus favorables, mais également à la consolidation de la mise en œuvre des grands projets d'investissement et le renforcement de l'ensemble des secteurs productifs. Le taux de croissance du PIB réel affiche à 6,8% en 2017, contre 6,5% en 2016.

Dans le **secteur primaire**, l'activité devrait rester dynamique avec une progression attendue à 7,4%, soit un léger ralentissement par rapport à 2016 (+7,9%). Cette bonne dynamique du secteur primaire serait essentiellement liée aux performances du sous-secteur agricole et des activités annexes, de l'élevage et des activités extractives. Les sous-secteurs de la pêche et de la sylviculture, pour leur part, devraient croître avec des évolutions relativement faibles.

S'agissant du **sous-secteur agricole** et des activités annexes, l'activité est projetée à 10,4%, en liaison avec la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS), dont l'année 2017 constitue un repère fondamental en termes de réalisation des objectifs fixés par le programme. Pour rappel, le PRACAS ciblait les filières prioritaires tels que le riz, l'oignon, la pomme de terre, l'arachide et d'autres produits horticoles de contre-saison. En 2017, l'objectif de ce programme était l'atteinte de l'autosuffisance, notamment, en riz, en oignon et en pomme de terre, ainsi qu'une bonne dynamique de la production d'arachide et de produits horticoles, dont l'effet visé est d'impacter positivement la balance commerciale. Aussi, pour augmenter le niveau de production, le vaste programme d'augmentation des emblavures devrait se poursuivre surtout en ce qui concerne la production de riz et l'horticulture.



Concernant **l'élevage**, l'activité est attendue en hausse de 5,9% en 2017 contre 5,8% en 2016. Cette légère progression serait portée, notamment, par la production de lait, d'œuf et de volaille, mais également, par l'évolution positive du cheptel. En revanche, la production de lait subit de plein fouet la concurrence des produits importés. Par ailleurs, le Gouvernement mise sur l'amélioration de la race bovine avec les programmes d'insémination artificielle pour renforcer la production de lait.

Au titre du **sous-secteur de la pêche**, l'activité connaîtrait un fort ralentissement en 2017 suite à la reprise enregistrée en 2015 et 2016. En effet, la valeur ajoutée du sous-secteur est projetée en hausse de 0,3% contre 12,5% en 2016. Ce ralentissement du sous-secteur s'explique par l'effondrement des stocks pélagiques côtiers et la restriction de l'accès aux ressources de la sous-région, notamment en Mauritanie. La pêche continentale, pour sa part, connaît des difficultés tandis que l'aquaculture demeure à l'état embryonnaire.

Dans le **secteur secondaire**, l'activité devrait rester dynamique, suite au ralentissement enregistré en 2016. La croissance de la valeur ajoutée du secteur est projetée à 5,9% en 2017 contre 4,8% l'année précédente, à la faveur du bon comportement, particulièrement, des sous-secteurs de la fabrication de produits agro-alimentaires, des matériaux de construction, du raffinage et de la fabrication des produits chimiques ainsi que des travaux de sciage et rabotage du bois, conjugué au dynamisme des BTP et de l'énergie. Le secteur devrait ainsi contribuer à hauteur de 1,2% à la croissance du PIB réel contre 1,0% en 2016.

Concernant le **secteur tertiaire**, il enregistrerait une progression de 6,7% en 2017 contre 6,6% l'année précédente, soit un gain de 0,1 point de pourcentage. Le maintien du dynamisme du secteur serait porté, essentiellement, par la bonne tenue des activités de commerce, du transport, des services d'hébergement et de restauration, des services financiers, des services d'information et de communication et des activités immobilières. Sa contribution à la croissance du PIB réel devrait ressortir à 3,2%, soit au même niveau que l'année précédente.



Au niveau des **services financiers** et d'assurance, l'activité est attendue en progression de 15,0% en 2017 contre une hausse estimée à 17,8% en 2016. Le sous-secteur des services financiers bénéficierait des efforts consentis pour renforcer la bancarisation et faciliter l'accès au crédit, dans un contexte de renforcement et de soutien de l'activité économique des PME. La branche de l'assurance, pour sa part, devrait suivre également le dynamisme de l'économie sénégalaise.

La croissance de la valeur ajoutée des **activités immobilières** est projetée en hausse de 7,8% en 2017 après une hausse estimée à 6,4% en 2016. Cette performance traduirait les mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de son programme d'habitat social pour faciliter l'accès au logement. A cela s'ajoute, le dynamisme du secteur privé au regard des importants programmes en cours d'exécution, notamment, dans la périphérie de Dakar, en l'occurrence dans les zones urbaines de Diamniadio et de Lac Rose.

Gestion des finances publiques : La gestion budgétaire en 2017 s'inscrit dans la poursuite de l'exécution des projets déclinés dans le Plan Sénégal Émergent et de la mise œuvre des réformes identifiées dans le cadre du programme économique et financier soutenu par l'Instrument de Soutien à la Politique Économique (ISPE) 2015-2017. Elle continue de s'articuler autour de la maîtrise des charges de fonctionnement dans le cadre de la politique de rationalisation des dépenses de consommation de l'État, au regard de la priorité accordée aux investissements. En termes de mobilisation des ressources, les efforts sont portés, essentiellement, sur l'élargissement de l'assiette fiscale de même que sur le renforcement du contrôle et la maîtrise des dépenses fiscales. Au total, le déficit budgétaire, dons compris, est attendu à 2,8% du PIB en 2017, contre 3,2% du PIB en 2016, soit une amélioration de 0,4 point de pourcentage.

En résumé, les **données macro-économiques** s'établissent comme suit :

- Globalement, le **taux de croissance du PIB réel**, ressort à 6,8% en 2017, contre 6,5% en 2016. Ce regain d'activité est porté par les grands projets d'investissements et le renforcement de l'ensemble des secteurs

productifs.

- **L'inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à 2,5% en 2017 contre 1,8% l'année précédente, reflétant, principalement, le relèvement des prix dans le secteur primaire (+5,0%) et du secondaire (+2,2%). Dans le secteur tertiaire, les prix sont projetés en hausse de 1,5%.
- **Les ressources totales de l'État** sont projetées en hausse de 3,4% (+79,5 milliards) ; elles devraient, ainsi, passer de 2 334,6 milliards en 2016 à 2 414,1 milliards en 2017. Elles sont constituées des recettes budgétaires pour 2 164,1 milliards, des dons à hauteur de 250 milliards et des ressources du FSE pour 50 milliards.
- **Les dépenses publiques** sont prévues à 2 763,2 milliards à fin 2017 contre 2 703,9 milliards en 2016, soit un accroissement de 59,4 milliards (+2,2%). Cette progression s'explique par les efforts consacrés au renforcement des investissements et par la maîtrise des dépenses courantes.
- **Les dépenses d'investissement** devraient s'accroître de 108,7 milliards pour s'établir à 1 199,8 milliards en 2017. Cette progression est tirée par les dépenses d'investissement sur ressources internes et par celles sur ressources externes, projetées respectivement à 732,8 milliards (+11,9%) et 467 milliards (+7,0%). Le ratio « dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales » devrait ressortir, ainsi, à 36,5% contre 31,4% en 2016.
- **Les dépenses courantes** devraient passer de 1 612,8 milliards à 1 563,4 milliards entre 2016 et 2017, soit une baisse de 49,4 milliards (-3,1%), imputable essentiellement à la rationalisation des dépenses de fonctionnement, atténuée toutefois par la hausse des intérêts sur la dette et de la masse salariale. Les « autres dépenses courantes » sont programmées à 754,5 milliards, soit une diminution de 98,3 milliards (-11,5%) comparativement à la réalisation observée en 2016, en liaison, notamment, avec la baisse (-22,5%) des transferts et subventions (411,5 milliards en 2017 contre 531,3 milliards en 2016), amoindrie par les montants alloués aux charges de fournitures et entretien.
- **Au titre de la dette**, l'encours de la dette publique totale passerait de 5 312,1 milliards en 2016 à 5 812,6 milliards à fin 2017, soit un accroissement

de 9,4% contre une progression de 15,5% un an auparavant. Quant au ratio de l'encours de la dette publique par rapport au PIB, il devrait ressortir à 46,2% en 2017 contre une estimation de 47,5% en 2016. L'encours de la dette serait composé de la dette extérieure et de celle intérieure pour des montants respectifs de 4 533 milliards et 1 279,6 milliards.

La **situation monétaire** au terme de l'année 2017, devrait se traduire par une augmentation des avoirs extérieurs nets (+266,0 milliards), une augmentation des créances intérieures (+4,6%) et une expansion de la masse monétaire (+10,3%).

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont projetés à 1 437,1 milliards en 2017 contre 1 171,1 milliards en 2016, soit une hausse de 266,0 milliards imputable, entièrement, à l'accroissement des avoirs extérieurs nets de la banque centrale.

L'encours du crédit intérieur ressortirait à 3 842,6 milliards au terme de l'année 2017 contre 3 674,9 milliards en 2016, soit une hausse de 168,6 milliards, traduisant, principalement, la progression des crédits à l'économie (+342,2 milliards). Ainsi, le taux de financement bancaire de l'économie est évalué à 30,7% en 2017 contre 32,2% un an auparavant, soit un recul de 1,5 point de pourcentage. En revanche, la Position Nette du Gouvernement s'améliorerait de 173,8 milliards en liaison, principalement, avec les désengagements de l'État vis-à-vis du secteur bancaire.



EVOLUTION DES SECTEURS PRODUCTIFS

La campagne agricole 2017, est marquée par un démarrage globalement normal de l'hivernage sur une bonne partie du territoire.

Au plan des résultats, on a noté de bonnes récoltes dans la plupart des zones du pays et pour l'ensemble des spéculations. Néanmoins, la baisse pluviométrique observée au courant du mois de septembre dans la zone Nord n'a pas favorisé une bonne évolution des cultures dans cette localité. Cependant, le renforcement des cultures de diversification dans ces zones avec l'accompagnement de la SAED a permis d'atténuer la situation.

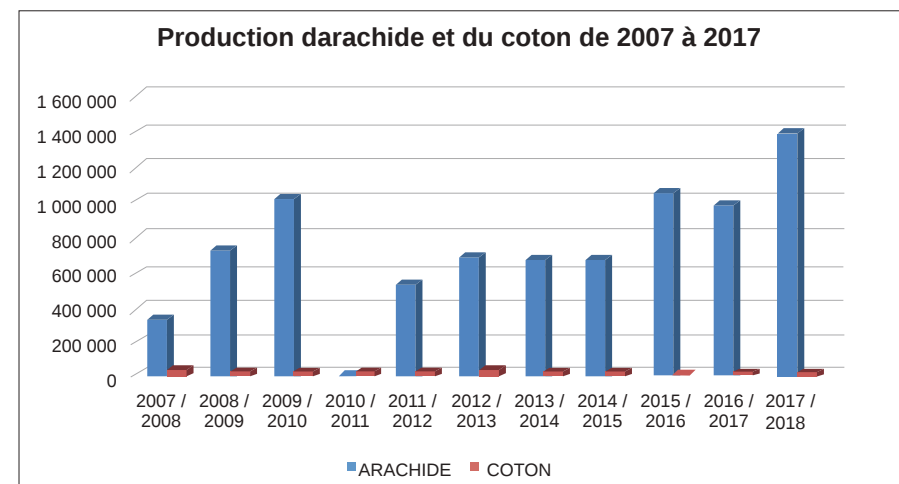
Les productions obtenues, les superficies emblavées et les rendements atteints par spéculation industrielle sont consignés dans la série des dix dernières campagnes comme l'atteste le tableau qui suit.



Production d'arachide et du coton de 2007 à 2017

ANNEES	ARACHIDE HUILERIE			COTON		
	SUP	PROD	RENDT	SUP	PROD	RENDT
2007 / 2008	607 214	331 195	703	43 157	36 695	850
2008 / 2009	838 843	731 210	872	32 514	26 239	807
2009 / 2010	1 059 093	1 032 651	975	22 743	18 495	813
2010 / 2011	1 195 573	1 063 652	890	27 582	23 434	850
2011 / 2012	865 770	527 528	609	26 642	25 374	952
2012 / 2013	708 956	692 572	977	33 694	34 753	1 031
2013 / 2014	916 750	677 456	739	32 260	28 818	893
2014 / 2015	878 659	673 736	767	25 057	24 361	972
2015 / 2016	1 135 339	1 050 042	925	30 593	20 285	663
2016 / 2017	1 212 233	991 427	818	20 572	15 160	737
2017 / 2018	1 254 048	1 405 223	1 121	20 931	20 000	956

Production d'arachide et du coton de 2007 à 2017



CULTURES INDUSTRIELLES

- Arachide



La production de l'arachide s'établit à 1 405 223 tonnes en 2017, soit un taux de réalisation de 140,5% par rapport à la cible (1 000 000 tonnes).

Elle a connu un accroissement de 41,74% par rapport à la campagne agricole 2016/2017 et de 72,17% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. On note une tendance à la hausse de la production similaire à celle des superficies qui sont passées pendant la même période de 708 986 ha à 1 254 048 ha. Cette dynamique résulte des efforts entrepris par l'Etat dans la reconstitution du capital semencier.

Pour la campagne agricole 2017/2018, la quantité de semences d'arachide certifiée mise en place s'établit à 55 000 tonnes. A ces facteurs, s'ajoutent la poursuite du renforcement du matériel agricole et la redynamisation de l'industrie de transformation de l'arachide.

- Coton



Le volume des récoltes de la Société de Développement et des fibres textiles (SODEFITEX), n'a cessé de baisser ces dernières années. Cependant, la production de coton est passée de 15 160 tonnes en 2016 à 20 000 tonnes en 2017, soit une augmentation de 30%. En effet, ce résultat est dû entre autres à l'augmentation du prix du coton qui est passé de 255 FCFA à 300 FCFA et qui a induit un regain d'intérêt chez les producteurs. A cela s'ajoute, une évolution des emblavures de 2% par rapport à la précédente campagne avec comme facteur favorable, une précocité des pluies et des semis jamais enregistrée depuis 2011/2012.

15 160

tonnes en 2016

20 000

tonnes en 2017

30%

augmentation



CULTURES VIVRIERES



De la production céréalière est évaluée à 2 516 466 tonnes en 2017 sur un objectif 2 795 000 tonnes, soit un taux de réalisation de 90% et une hausse de 18% par rapport à 2016 et de 73 % par rapport à la moyenne de ces 5 dernières années. Ce résultat s'explique entre autres par l'augmentation de 2,44% des superficies emblavées qui sont passées de 1 664 147 ha à 1 704 718 ha en 2017. Ceci, grâce en partie aux efforts consentis par l'Etat dans la mise en place d'intrants de qualité et d'équipements agricoles. Par ailleurs, les prévisions saisonnières faites par les services météorologiques avant l'hivernage et qui présageaient des conditions climatiques très favorables, ont incité les producteurs à emblaver davantage de superficies.

Cette performance s'explique aussi par la hausse des rendements des céréales sèches. En fait, les rendements du mil, maïs, sorgho ont enregistré des hausses de 34%, 21% et 12% respectivement.

2 516 466

tonnes en 2016

2 795 000

tonnes en 2017

18%

hausse de

* Céréales sèches : mil, sorgho, maïs

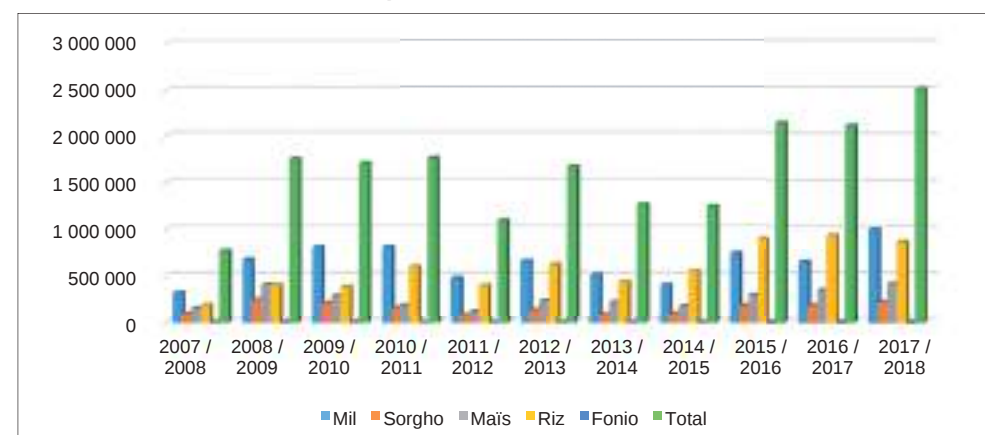
Toutefois les rendements de riz et de fonio ont connu des baisses de 1%. La baisse du rendement de riz est due à la faiblesse des rendements du pluvial dans les régions de Sédhiou, Fatick et le département de Goudiry. Ces baisses sont imputables à la pause pluviométrique enregistrée dans la région de Sédhiou et le département de Goudiry, entre le 10 et le 20 septembre et qui s'est prolongée durant le mois d'octobre. En deux jours de pluies durant la dernière décade d'Octobre, les cumuls de pluie tournaient autour de 20,8 mm à Goudiry.

Les productions céréalières enregistrées se déclinent dans le tableau qui suit :

Evolution de la production céréalière en tonnes de 2007 à 2017

ANNEES	Mil	Sorgho	Maïs	Riz	Fonio	Total
2007 / 2008	318 822	100 704	158 266	193 379	1 068	772 239
2008 / 2009	678 170	253 770	411 499	408 840	4 425	1 756 704
2009 / 2010	810 121	218 696	290 283	391 271	3 085	1 713 456
2010 / 2011	813 295	162 599	186 511	604 043	1 374	1 767 822
2011 / 2012	480 759	86 865	124 092	405 824	1 735	1 099 275
2012 / 2013	662 614	139 372	238 960	627 516	1 497	1 669 959
2013 / 2014	515 365	92 029	225 902	436 153	1 488	1 270 937
2014 / 2015	411 290	104 011	178 732	557 075	2 179	1 253 287
2015 / 2016	749 874	188 500	304 296	906 348	3 228	2 152 246
2016 / 2017	651 236	178 028	346 030	945 617	3 757	2 124 668
2017 / 2018	1 011 269	215 491	410 364	875 484	3 857	2 516 465

Evolution de la production céréalière de 2007 à 2017



CULTURES INDUSTRIELLES

HORTICULTURE

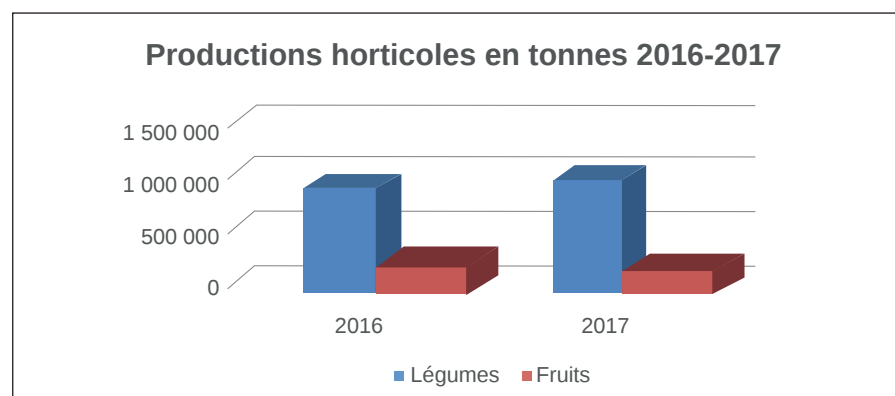


En 2017, la production de fruits et légumes est de 1 320 399 tonnes, soit une progression de 8,33% et 26,11% par rapport à la campagne 2016 et à la moyenne des cinq dernières années respectivement.

Productions horticoles en tonnes

	2016	2017	Variation (%)
Légumes	965 310	1 083 399	+12,23%
Fruits	253 500	237 000	- 6,5%

Productions horticoles en tonnes



ELEVAGE



Relativement à 2016, l'élevage a crû de 3,8% en 2017. En particulier, les productions contrôlées de viande bovine (+1,6%) et, dans une moindre mesure, caprine (+9,4%) et ovine (+9,5%) se sont bien orientées sur la période, à la faveur d'une meilleure fréquentation des structures formelles par les professionnels, suite au renforcement de la lutte contre les abattages clandestins et de l'augmentation du poids moyen des carcasses. En outre, le renforcement de la demande de viande, dans un contexte de relative stabilité des prix, a soutenu la production.

PECHE

Une croissance annuelle de 7,1% du sous-secteur de la pêche est observée en 2017, comparativement à l'année précédente, les volets artisanal (+2,0%) et industriel (+26,2%) s'étant simultanément bien orientés. Au niveau artisanal, l'augmentation des captures a été principalement notée dans les régions de Thiès (+20,6%) et de Dakar (+27,4%). Elle a été, néanmoins, atténuée par les contreperformances de la région de Saint-Louis (-81,4%) qui sont principalement expliquées par la non délivrance de licences de pêche par la Mauritanie.

Pour sa part, la pêche industrielle a été marquée, en 2017, par l'accroissement des captures, notamment de « crevettes et langoustes » (+30,0%), et de thon (+49,6%).

Sources : BCEAO (www.bceao.int)

Note de conjoncture économique régionale dans l'UEMOA (4e trimestre 2017)

Rapport annuel 2017 du FMI

Revue 2018 du sous-secteur agricole (DAPSA-MAER).

Ministère de l'Economie des Finances et du Plan (DPPE/ANS/MEFP)



2

ACTIVITE BANCAIRE

2 - ACTIVITE BANCAIRE

L'exercice 2017 a été caractérisé par une consolidation de nos activités dans un contexte économique mondiale qui est resté peu favorable, surtout pour les pays en développement.

Pour y faire face, le Sénégal a initié un ambitieux programme socio-économique appelé « **Plan Sénégal Emergent** » qui vise l'émergence à l'horizon 2035. Dans l'axe stratégique de transformation structurelle de l'économie, l'agriculture y représente un levier majeur, en droite ligne du potentiel énorme qu'elle engendre au travers des productions agricoles et animales. Dans son volet agriculture, le PSE se décline à travers la mise en place de corridors céréaliers avec le Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) et aussi la promotion d'une agriculture à haute valeur ajoutée. A ce titre, on note le maintien de l'affectation d'importantes ressources à ce secteur, entre autres, à la relance de la filière arachidière, au développement de la riziculture dans le Delta et le bassin de l'Anambé, à l'appui à la production de riz pluvial dans les zones de Kaolack, Kaffrine, Fatick et le Sud du pays.

Dans ce cadre, l'Etat, à travers le Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural (MAER), a continué à apporter notamment un soutien important en termes de subventions pour un bon approvisionnement en intrants et équipements agricoles en faveur des producteurs. L'objectif poursuivi est d'assurer une mobilisation massive des acteurs du secteur tout en leur assurant un correct accès aux facteurs de production.

La campagne agricole 2017/2018 a connu un démarrage globalement normal de l'hivernage sur une bonne partie du territoire. Seul l'axe Louga-Saint louis a enregistré un démarrage précoce et l'axe Ranérou-Podor un démarrage tardif.

La situation agricole est marquée par de bonnes récoltes dans la plupart des zones du pays pour l'ensemble des spéculations. Cependant, la baisse pluviométrique observée au courant du mois de septembre dans la zone Nord n'a pas favorisé une bonne évolution des cultures dans cette localité. Il s'y ajoute que les décisions et mesures d'anticipation prises par le Gouvernement en matière de mise à disposition des intrants, d'amélioration de la qualité des semences, de mécanisation et de renforcement de la maîtrise des itinéraires techniques de production ont permis d'amplifier les réponses favorables observées au niveau des principales cultures. En plus, des actions soutenues ont été menées pour la préservation de la situation phytosanitaire.

En interne, la banque s'est résolument engagée dans la mise en œuvre de son plan de restructuration, particulièrement dans la recherche d'un meilleur équilibre entre les ressources et les emplois, l'amélioration de la qualité du portefeuille et globalement la consolidation de son approche du risque. Par ailleurs, elle a poursuivi la prise en charge des besoins de financement induits par le soutien du gouvernement aux sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

Dans ce contexte, nous avons été fortement sollicités concernant les emplois liés aux achats des intrants et matériels agricoles et nous nous sommes aussi consacrés à la consolidation des activités d'intermédiation de produits et services bancaires.

A cet égard, nos activités d'emplois et de collecte de ressources ont été orientées vers les marchés traditionnels qui se sont bien comportés par rapport à l'année précédente, grâce aux opportunités nées des programmes de développement des filières agricoles et la volonté des autorités publiques de moderniser l'agriculture. Ainsi, nous avons saisi toutes les niches existantes

pour développer des activités de crédit liées au financement de la production agricole, la collecte et la commercialisation des produits agricoles locaux tout en confortant nos parts dans les marchés des particuliers, des professions libérales et des PME/PMI.

2.1. MOBILISATION DES RESSOURCES

Le total des ressources collectées s'établit à FCFA **172 104 millions** au 31 décembre 2017 contre 173 496 millions FCFA à la même date de l'exercice précédent et pour un objectif de

198 908 millions FCFA au budget, soit un taux de réalisation de 87%.

Les parts respectives des dépôts clientèle et des ressources sur lignes de crédit extérieures sont de 97% (167 046 millions FCFA) et 3% (5 058 millions FCFA). Par rapport à l'exercice 2016 l'encours des ressources tirées sur lignes de crédit extérieures a connu une évolution favorable.

La part de marché de la CNCAS sur la place a affiché une baisse avec 3,8% à fin 2017, contre 4,1% au 31 décembre 2016 en valeur relative. La concurrence ardue n'a pas permis à la CNCAS de maintenir son rang malgré une position appréciable. En effet, la CNCAS est en retrait d'un cran en se positionnant à la neuvième place sur la liste des vingt-quatre banques répertoriées à fin décembre 2017. Il faut souligner que sur le top 10 qui concentre 80% des ressources de la place, seules 3 banques ont pu maintenir leur part de marché ou l'améliorer.

Le tableau qui suit indique l'évolution de notre position sur le marché par rapport à l'ensemble du système bancaire de la place.

TABLEAU DES RESSOURCES

Années	2016			2017				
Nature déposant	CNCAS			CNCAS			Toutes banques	
	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure
Dépôts Agents économiques	171 462	98,83%	4,06%	167 046	97,06%	3,74%	4 463 157	100,00%
Dépôts à vue	95 696	55,81%	4,11%	88 604	53,04%	3,65%	2 429 235	54,43%
Dépôts à terme	45 121	26,32%	5,09%	44 417	26,59%	4,34%	1 022 967	22,92%
Epargne	15 354	8,95%	2,18%	16 658	9,97%	2,18%	765 557	17,15%
Autres dépôts	15 291	8,92%	5,60%	17 367	10,40%	7,08%	245 398	5,50%
Ress. lignes de crédit extérieures	2 034	1,17%	ND	5 058	2,94%	ND	0	0,00%
Total	173 496	100,00%	4,11%	172 104	100,00%	3,86%	4 463 157	100,00%

2.1.1. Ressources clientèle

Elles se chiffrent à **167 046 millions FCFA** au 31 décembre 2017 contre 171 462 millions FCFA au 31 décembre 2016, soit une baisse de 4 416 millions FCFA en valeur absolue et 2,6% en valeur relative. Par rapport aux prévisions budgétaires de 198 908 millions FCFA, le taux de réalisation se situe à 84%.

Pour ce qui concerne la structure des ressources, l'évolution des dépôts stables affiche une certaine stabilité par rapport à l'évolution générale des ressources comparativement à l'exercice précédent. Il en résulte que les ressources stables (DAT, CSL et Dépôts de garantie) représentent 43% au 31 décembre 2017 contre 42% au 31 décembre 2016.

En revanche, les dépôts à vue (DAV) ont baissé significativement de 7,4% traduisant les tensions de liquidité notées sur la place en décembre 2017, dans un contexte de commercialisation des arachides et autres produits agricoles, induisant de fortes pressions sur les dépôts bancaires des opérateurs domiciliés dans nos livres.

Le graphique suivant permet d'apprécier le niveau des réalisations au 31 décembre 2017, tant par rapport au niveau atteint à la même période de l'année dernière que, par rapport aux prévisions du budget 2017.

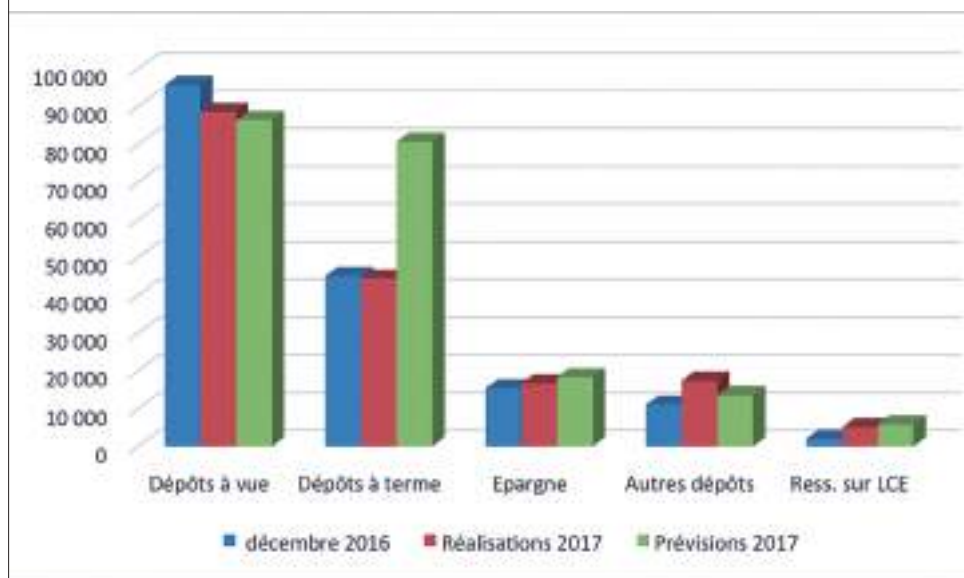
- Dépôts à vue

Au 31 décembre 2017, les dépôts à vue (DAV) s'élèvent à 88 604 millions FCFA pour des prévisions au budget de 86 422 millions FCFA et contre des réalisations de 95 696 millions FCFA au 31 décembre 2016.

- Dépôts à terme

Les dépôts à terme, s'élèvent à 44 417 millions FCFA au 31 décembre 2017, par rapport à des prévisions au budget de 80 687 millions FCFA et contre des réalisations de 45 121 millions FCFA au 31 décembre 2016.

EVOLUTION COLLECTE CLIENTELE



- Comptes d'épargne

Cette rubrique comprend les comptes d'épargne individuels et collectifs et les capitaux sociaux des entités collectives. L'encours de cette catégorie de dépôts s'élève à **16 658 millions FCFA** au 31 décembre 2017, contre 15 354 millions FCFA au 31 décembre 2016 et des prévisions au budget de 18 277 millions FCFA.

- Autres dépôts

Cette rubrique intègre l'autofinancement déposé sous forme d'épargne bloquée par les emprunteurs (bénéficiaires de crédits à la production essentiellement), les dépôts constitués pour certains dossiers et divers dépôts reçus de la clientèle. L'encours desdits dépôts s'élève à **17 367 millions FCFA** au 31 décembre 2017, contre 15 291 millions FCFA au 31 décembre 2016 et des prévisions au budget de 13 522 millions FCFA.

2.1.2. Ressources sur lignes de crédit extérieures et autres ressources affectées (tableau 4)

Cette rubrique comprend les lignes de crédit extérieures rétrocédées ainsi que les ressources tirées des refinancements auprès des partenaires projets et institutions spécialisées comme PLASEPRI. Au 31 décembre 2017, l'encours de ces ressources s'établit à **5 058 millions FCFA**, contre 2 034 millions FCFA d'encours au 31 décembre 2016. En effet, nous avons pu tirer les premières tranches des lignes de crédit AFD (3 280 millions FCFA) et BADEA (1 690 millions FCFA) durant le mois d'octobre 2017.

2.1.3. Marché Monétaire

Pour couvrir nos besoins en trésorerie, nous avons eu recours au marché monétaire durant l'exercice et notamment pendant les périodes de pointe du financement des intrants agricoles et des campagnes de commercialisation des grands produits agricoles (arachides, coton et riz).

2.2. EMPLOI DES RESSOURCES

2.2.1. Opérations de crédit

2.2.1.1. Crédit de campagne (tableau 3)

La politique de financement des campagnes de commercialisation a été poursuivie, ce qui a permis d'afficher des encours sur cette rubrique au 31 décembre 2017 qui s'élèvent à **5 045 millions FCFA**, contre 6 003 millions FCFA au 31 décembre 2016. Cette évolution en baisse s'explique par le retard accusé dans le démarrage de la campagne de collecte sur l'arachide et le coton. En revanche, l'activité demeure soutenue par les concours à la collecte du riz paddy en zone Nord.



2.2.1.2. Crédits ordinaires (tableau 3)

Les encours cumulés se situent à 222 423 millions FCFA contre 208 423 millions FCFA au 31 décembre 2016. Cette évolution en hausse de 7% en valeur relative est essentiellement portée par les progressions notées sur les encours à moyen terme (+23%) et ceux à court terme (+17%).

2.2.1.3. Comptes ordinaires débiteurs (tableau 2)

Les encours débiteurs ont poursuivi leur repli, passant de 45 024 millions FCFA au 31 décembre 2016 à **42 982 millions FCFA** au 31 décembre 2017, soit une baisse de 2 042 millions FCFA (5% en valeur relative).

Le tableau et le graphique suivants donnent, respectivement, les éléments chiffrés et une visualisation de la situation des dossiers traités au cours de l'exercice 2017.

Traitement dossiers de crédit - Exercice 2017

Types	Exercice 2017				Exercice 2016			
	Demandes reçues		Accords réalisés	Taux d'accord	Demandes reçues		Accords réalisés	Taux d'accord
	Nbre	M° FCFA	(M° FCFA)	(%)	Nbre	M° FCFA	(M° FCFA)	(%)
Campagne (GPAL)	45	16 300	12 187	75%	43	9 060	4 060	45%
Crédits adossés FPA	4 192	39 488	20 472	52%	3 869	38 438	20 080	52%
Divers secteur primaire	29 600	89 450	74 777	84%	25 267	74 265	63 431	85%
Secteurs non agricoles	16 200	57 430	30 349	53%	15 602	66 958	42 853	64%
Particuliers	21 450	29 670	27 928	94%	19 573	21 480	20 332	95%
Total	71 487	232 338	165 713	71%	64 354	210 201	150 756	72%

2.2.1.4. Créances impayées (tableau 3)

Elles sont passées de 11 164 millions FCFA au 31 décembre 2016 à **7 744 millions FCFA** au 31 décembre 2017, soit une baisse en valeur absolue de 3 420 millions FCFA, du fait des améliorations constatées en relation avec le renforcement du suivi des engagements.

2.2.1.5. Créances douteuses et litigieuses (tableau 3)

L'évolution favorable du niveau des encours douteux litigieux nets s'est poursuivie en passant de 961 millions FCFA au 31 décembre 2016 à **478 millions FCFA** au 31 décembre 2017, soit une baisse de 483 millions FCFA en valeur absolue. Cette évolution découle du maintien de l'effort de provisionnement des créances douteuses.

Au total, les créances impayées, douteuses et litigieuses brutes qui s'élèvent à 42 911 millions FCFA sont quasiment couvertes (99%) par les provisions constituées à hauteur de 42 433 millions FCFA.

2.2.1.6. Encours global

Au 31 décembre 2017, l'encours global des opérations de crédit à la clientèle est de **228 003 millions FCFA**, soit une hausse de 6%, comparé à l'encours au 31 décembre 2016 (214 426 millions FCFA). Par rapport au budget (220 367 millions), les réalisations se situent à 103%.

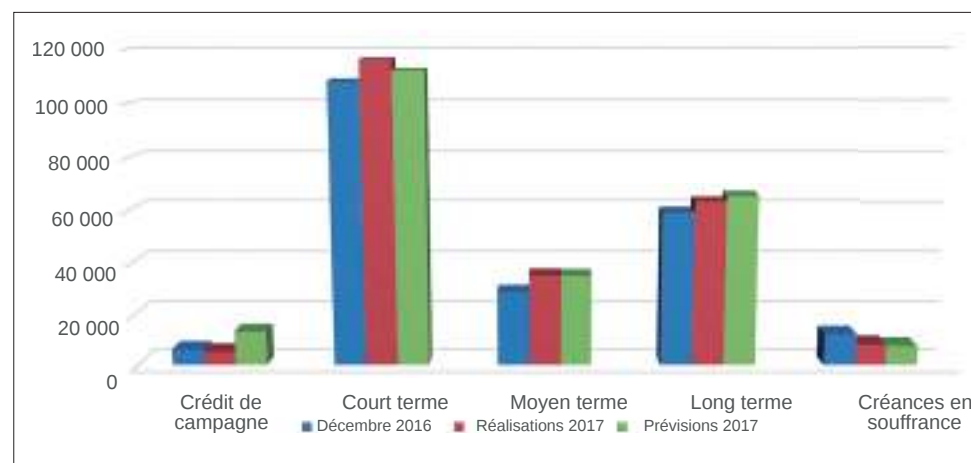
La part de marché de la CNCAS sur la place à fin 2017 (5,89%) marque un léger recul, comparée à la situation de l'année dernière (6,4%). Certes, les engagements de la banque ont crû en valeur absolue 13 557 millions FCFA, soit 6% en valeur relative, mais au même moment, les engagements du système bancaire ont crû de 16%, passant de 3 337 060 millions FCFA en décembre 2016 à 3 869 231 millions FCFA en décembre 2017.

Le financement de la production agricole en 2017/2018 a atteint **20 472 millions FCFA**, contre 20 080 millions FCFA en 2016/2017, soit une légère hausse 2% en valeur relative. Le niveau a été ainsi maintenu pour continuer à soutenir les mesures importantes prises par l'Etat (programme de désendettement des producteurs) pour renforcer la production des céréales et notamment celle du riz local dans la perspective d'une autosuffisance dont l'horizon initiale était fixé en 2017. La mobilisation des lignes de crédit AFD et BADEA devrait jouer un rôle de catalyseur avec le renforcement des équipements agricoles ainsi que l'amélioration du dispositif de commercialisation des produits agricoles, notamment le riz et les autres céréales.

Le tableau ci-après donne des indications sur notre position relative sur le marché.

Année	2016			Exercice 2017				
Type emprunteur	CNCAS			CNCAS			Toutes banques	
	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure
Crédit à la clientèle	214 426	100,00%	6,43%	228 003	100,00%	5,89%	3 869 231	100,00%
Crédit de campagne	6 003	2,80%	27,00%	5 045	2,21%	18,61%	27 106	0,70%
Crédit à Court terme	108 802	50,74%	7,18%	116 725	51,19%	7,39%	1 579 692	40,83%
Crédit à Moyen terme	28 450	13,27%	2,20%	34 882	15,30%	2,07%	1 687 227	43,61%
Crédit à Long terme	59 046	27,54%	23,07%	63 129	27,69%	20,42%	309 096	7,99%
Créances en souffrance	12 125	5,65%	4,82%	8 222	3,61%	3,09%	266 110	6,88%
Total	214 426	100,00%	6,43%	228 003	100,00%	5,89%	3 869 231	100,00%

Le graphique qui suit met en évidence les réalisations obtenues par rapport aux prévisions budgétaires et par rapport aux réalisations de l'exercice antérieur.



2.2.2. Autres emplois

2.2.2.1. Portefeuille titres

L'encours global des titres au 31 décembre 2017 est de **1 225 millions** FCFA contre 2 072 millions fCFA au 31 décembre 2016, soit une baisse de 847 millions FCFA. En effet nous avons noté des remboursements sur les différentes lignes : Bons et Obligations du Trésor Sénégal (-497 millions), Obligation du Trésor CI (-143 millions) et Bons BOAD (- 207 millions). Au 31 décembre 2017, l'encours des titres se décompose ainsi qu'il suit :

Obligations Trésor SN 03/2013 225millionsfCFA
Obligations Trésor SN 03/2015 1000millionsfCFA

1 225 millions fCFA

2.2.2.2. Encaisse et comptes bancaires

Ce poste comprend nos encaisses, les soldes de nos comptes auprès de la BCEAO et de nos correspondants bancaires.

Il se chiffre à **9 971 millions** FCFA au 31 décembre 2017 contre 20 226 millions FCFA au 31 décembre 2016, soit une baisse en valeur absolue de 10 255 millions FCFA.

2.2.2.3. Activités de transfert d'argent

Le partenariat avec les opérateurs de transfert d'argent s'est poursuivi et porte principalement sur quatre produits : Wari, Joni Joni, Money gram, et Ria. Les activités sur Western Union qui étaient en veille ont été redynamisées.

L'activité de transfert d'argent a permis d'enregistrer **689 millions** fCFA en 2017 contre 757 millions de FCFA l'année précédente, soit une baisse en valeur absolue de 68 millions de FCFA.



L'activité sur Moneygram s'est inscrite sur une tendance baissière avec un repli du montant des commissions perçues qui est passé à 155 millions de FCFA au 31 décembre 2017 contre 217 millions de FCFA l'année précédente, soit une régression de 29%, malgré la stabilité notée sur le volume de transactions. La concurrence entre les réseaux a entraîné une baisse des marges appliquées.



L'activité de transfert domestique Wari marque un redressement après un recul noté sur les deux dernières années. Le montant des commissions réalisées est passé de 304 millions de FCFA en 2016 à 364 millions de FCFA en 2017, soit une hausse de 60 millions en valeur absolue. Cette évolution est le résultat d'une redynamisation de notre réseau de sous-distributeurs, opérée en collaboration avec l'opérateur, en plus du renforcement de la sécurité de la plateforme.



L'activité Ria a maintenu sa progression en 2017. En effet, le montant des commissions perçues est passé de 80 millions de FCFA en 2016 à 92 millions de FCFA en 2017, soit une hausse en valeur absolue de 12 millions fCFA et 15% en valeur relative. Cette tendance haussière constitue une réponse aux ajustements opérés et qui ont porté pour l'essentiel sur le renforcement de la promotion sur le produit et une accélération dans les procédures de validation des agréments accordés à nos distributeurs.

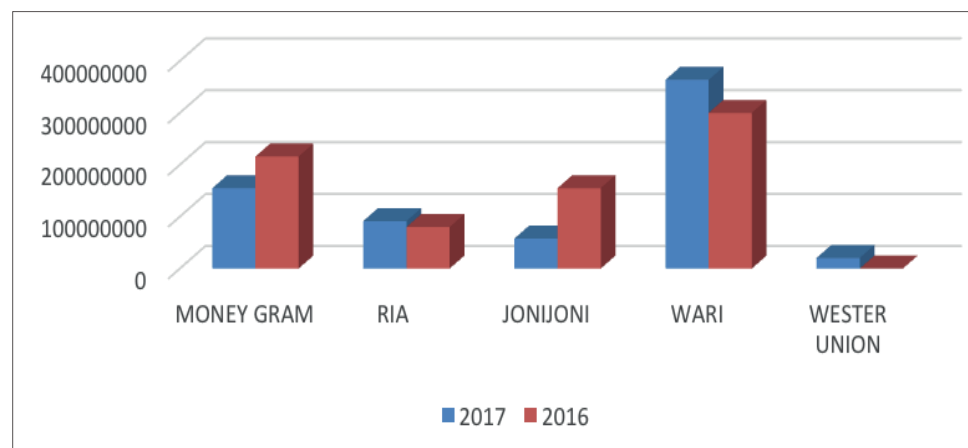


L'activité de transfert domestique Joni-Joni, lancée en mars 2013 est dans sa phase de maturation et a connu une crise qui s'est manifestée sur le plan de la sécurité dans les transactions.

Celle-ci s'est manifestée par une réduction forte du volume de transactions et conséquemment des commissions. De 2 148 674 au 31 décembre 2016 le volume de transactions est passé 948 566 à fin décembre. Sur la même période l'activité n'a permis d'enregistrer que 58 millions de FCFA de commissions contre 156 millions FCFA soit une baisse de 63%.

Le graphique qui suit met en évidence l'évolution des commissions perçues sur les opérations de transfert par rapport aux réalisations de l'exercice antérieur.

EVOLUTION DES ACTIVITES DE TRANSFERTS D'ARGENT
(montant des commissions en millions fCFA)



2.2.2.4. Investissements

Les valeurs immobilisées nettes passent de 7 515 millions FCFA au 31 décembre 2016 à **7 088 millions** FCFA au 31 décembre 2017, soit une baisse légère de 6% en valeur relative. Cette évolution traduit une volonté de poursuite de la maîtrise des immobilisations et de rationalisation des dépenses d'investissement.



TABLEAU : 1

**EVOLUTION COMPAREE DES ENCOURS DES SOLDES CREDITEURS
DES COMPTES DE DEPÔTS DE LA CLIENTELE**
Au 31/12/2017

	Encours au 31/12/2016		Encours au 31/12/2017		Variation	
	Millions frs CFA	%	Millions frs CFA	%	Millions frs CFA	%
Comptes ordinaires créditeurs	95 696	56%	88 604	52%	-7 092	-7,40%
Dépôts à terme	45 121	26%	44 417	26%	-704	-1,60%
Comptes d'épargne	15 354	9%	16 658	10%	1 304	8,50%
Dépôt de garantie	11 068	6%	11 207	7%	139	1,30%
Autres dépôts	4 223	2%	6 160	4%	1937	45,90%
Total	171 462	100%	167 046	100%	-4 416	-2,6%

TABLEAU : 2

**EVOLUTION COMPAREE DES SOLDES DEBITEURS DES COMPTES
DE DEPÔTS DE LA CLIENTELE**
(Période du 31/12/2016 au 31/12/2017)

	Encours 31/12/2016	Encours 31/12/2017	Variation	%
Solde débiteurs	45 024	42 982	-2 042	-5%

TABLEAU : 3

EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS ORDINAIRES
Au 31 décembre 2017

(en millions frs CFA)

	Encours au 31/12/2016		Encours au 31/12/2017		Variation	
	Millions frs CFA	%	Millions frs CFA	%	Millions frs CFA	%
CREDIT A COURT TERME	60 142	29%	70 347	32%	10 205	17%
CREDIT A MOYEN TERME	28 450	14%	34 882	16%	6 432	22,60%
CREDIT A LONG TERME	59 046	28%	63 129	28%	4 083	6,90%
CREANCES RATTACHEES	3 636	2%	3 396	2%	-240	-6,60%
DECOUVERTS NETS	45 024	22%	44 416	20%	-608	-1,40%
DOUTEUX ET LITIGIEUX NETS	961	0%	478	0%	-483	-50,40%
IMPAYES ET IMMOBILISEES	11 164	5%	7 744	3%	-3 420	-30,60%
TOTAL CREDITS ORDINAIRES	208 423	100%	222 958	100%	14 535	7%
TOTAL CREDITS DE CAMPAGNE	6 003	100%	5 045	100%	-958	-16%
TOTAL GENERAL	214 426	100%	228 003	100%	13 577	6%

TABLEAU : 4

EVOLUTION DES ENCOURS DES RESSOURCES EXTERIEURES

(en millions frs CFA)

Rubriques	Encours au 31 /12/2016	Encours au 31/12/2017	Variation	%
IRRIGATION IV	972	929	-84	-4,42%
A F D	0	3 280	3 280	-
BID PDESOC	500	500	0	0
PLASEPRI	562	349	-213	-37,90%
LC CONSOLIDEES	0	0	0	0
TOTAL	2 034	5 058	3 024	148,67%



3

RAPPORT FINANCIER

3. RAPPORT FINANCIER

La Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal a clôturé l'exercice 2017 avec un total bilan de 254 211 millions de FCFA contre 249 489 millions de FCFA au 31 décembre 2016, soit une hausse de 2% en valeur relative.

Au plan de la rentabilité, le **Produit Net Bancaire** (PNB) se situe à 17 196 millions de FCFA à fin décembre 2017 contre 20 715 millions de FCFA à fin décembre 2016, soit une baisse de l'ordre de 17% en valeur relative. Cette baisse est imputable à l'impact de la titrisation du portefeuille compromis à hauteur de 50 000 millions de FCFA intervenue en 2016 qui a induit une hausse exceptionnelle du PNB.

Le résultat brut avant impôt s'est établi à fin décembre 2017 à 3 238 millions de FCFA contre des prévisions budgétaires de 2 246 millions de FCFA, soit un taux de réalisation de 144%.

Le **résultat net**, arrêté à 2 183 millions de FCFA au 31 décembre 2017 contre 1 307 millions de FCFA au 31 décembre 2016, a enregistré une hausse appréciable de 67%.

3.1 COMPTE DE RESULTAT (TABLEAUX 1-2-5-6)

3.1.1 CHARGES

Au 31 décembre 2017, les charges s'élèvent à 26 062 millions de FCFA contre 40 612 millions de FCFA en 2016, soit une baisse de 36% en valeur relative.

3.1.1.1 Charges d'exploitation bancaire

De 5 626 millions de FCFA au 31 décembre 2016, elles passent à 4 850 millions de FCFA au 31 décembre 2017, soit une baisse de 14% qui se justifie d'une

part, par la baisse des charges sur opérations avec la clientèle et d'autre part, par une diminution des charges sur prestations de services constituées des charges relatives aux opérations de transferts domestiques d'argent.

Les charges d'exploitation bancaire sont ainsi décomposées :

- charges sur opérations de trésorerie	1 124 268 962 FCFA
- charges sur opérations avec la clientèle	3 163 540 337 FCFA
- charges sur prestations de services	562 226 924 FCFA

Les prévisions de charges d'exploitation bancaire se sont chiffrées à 6 088 millions de FCFA, soit un taux de réalisation de 80%.

3.1.1.2 Charges générales d'exploitation

Elles ont connu une hausse de 494 millions de FCFA en passant de 8 815 millions de FCFA au 31 décembre 2016 à 9 309 millions de FCFA au 31 décembre 2017, soit une progression de 6% en valeur relative. Par rapport aux prévisions budgétaires de 9 011 millions de FCFA, le taux d'exécution s'établit à 103%.

Frais de personnel

Ils sont composés des salaires et des charges patronales. Ils s'élèvent à 4 939 millions de FCFA au 31 décembre 2017, contre 4 590 millions de FCFA au 31 décembre 2016, soit une hausse de 349 millions FCFA en valeur absolue et 8% en valeur relative.

Impôts et taxes

Ils ont connu une légère hausse de 12 millions de FCFA, passant de 185 millions de FCFA au 31 décembre 2016 à 197 millions de FCFA au 31 décembre 2017.

Autres charges externes

Elles ressortent à 4 172 millions de FCFA au 31 décembre 2017 contre 4 040 millions de FCFA au 31 décembre 2016, soit une hausse de 3% en valeur relative. Par rapport aux prévisions budgétaires de 4 248 millions de FCFA, le taux d'exécution se situe à 98% traduisant une mise en œuvre des recommandations du Conseil d'Administration relatives à la maîtrise des frais généraux.

3.1.1.3 Autres charges

Ils comprennent :

- les dotations aux amortissements qui se sont chiffrées à 1 032 millions de FCFA contre 1 007 millions de FCFA au 31 décembre 2016.
- les dotations aux provisions pour un montant de 9 136 millions de FCFA au 31 décembre 2017 contre 23 634 millions FCFA au 31 décembre 2016, soit une baisse de 61% en valeur relative en relation avec le volume important de provisions comptabilisées en 2016 en réponse aux exigences de provisions requises par la précédente mission de la Commission Bancaire.
- les charges et pertes exceptionnelles sont passées de 808 millions de FCFA au 31 décembre 2016 à 680 millions de FCFA au 31 décembre 2017, soit une baisse de 128 millions de FCFA.

Elles sont composées essentiellement par :

- * 285 millions de FCFA de pénalités pour non-respect des réserves obligatoires, contre 484 millions de FCFA en 2016.
- * 36 millions de FCFA sur l'Affaire CNCAS/OLEOSEN
- * 88 millions de FCFA sur des factures impayées de la SONATEL
- * 60 millions de FCFA suite au départ négocié de Madame Nathalie DIA.
- * 77 millions de FCFA pour diverses charges sur exercices antérieurs.

- L'impôt sur le bénéfice s'est établi à 1 055 millions de FCFA contre 721 millions de FCFA au 31 décembre 2016.

3.1.2 PRODUITS

Ils passent de 41 918 millions de FCFA au 31 décembre 2016 à 28 245 millions de FCFA au 31 décembre 2017, soit une baisse de 13 673 millions de FCFA en valeur absolue et 33% en valeur relative. Les reprises sur provisions liées à la titrisation en 2016 (15 504 millions FCFA), contre seulement 6 040 millions en 2017 expliquent de façon exceptionnelle cet écart.

Par rapport aux prévisions de produits de 24 045 millions de FCFA, le taux de réalisation s'est situé à 117%.

3.1.2.1 Produits d'exploitation bancaire

De 26 342 millions de FCFA au 31 décembre 2016, ils passent à 22 046 millions de FCFA au 31 décembre 2017 soit une baisse de 4 296 millions de FCFA en valeur absolue et 16% en valeur relative.

Ils se décomposent ainsi qu'il suit :

Produits sur opérations de trésorerie	4 403 177 FCFA
Produits sur crédit de campagne	307 938 763 FCFA
Produits sur crédits ordinaires	12 053 207 530 FCFA
Commissions	7 391 354 160 FCFA
Produits sur opérations sur titres	99 288 472 FCFA
Produits divers d'exploitation	2 189 864 127 FCFA

Ils ont connu une hausse de 400% par rapport à 2016 passant de 1 millions de FCFA à 4 millions de FCFA.

Produits sur crédits de campagne

Les produits sur les crédits de campagne sont passés de 168 millions de FCFA au 31 décembre 2016 à 308 millions de FCFA au 31 décembre 2017, soit une hausse de 140 millions de FCFA en valeur absolue.

Intérêts sur crédits ordinaires

Ils passent de 16 840 millions de FCFA en 2016 à 12 053 millions de FCFA en 2017, soit une baisse de 4 787 millions FCFA en valeur absolue et 28% en valeur relative due à l'impact de la titrisation sur l'exercice 2016.

Commissions

Les commissions perçues dans le cadre des opérations et services à la clientèle (virements locaux, opérations avec l'étranger, paiements Moneygram, produits de transfert d'argent, encaissements de valeurs, opérations et services monétiques etc.) ont connu une hausse de 214 millions de FCFA, passant de 7 177 millions de FCFA au 31 décembre 2016 à 7 391 millions de FCFA au 31 décembre 2017.

Produits sur opérations sur titres

Ils ont connu une baisse de 81 millions de FCFA passant de 180 millions de FCFA au 31 décembre 2016 à 99 millions de FCFA au 31 décembre 2017 qui s'explique par la diminution de nos encours de titres.

Produits divers d'exploitation

Ils sont passés de 1 975 millions de FCFA au 31 décembre 2016 à 2 190 millions de FCFA au 31 décembre 2017 soit une hausse de 215 millions de FCFA en valeur absolue et 11% en valeur relative. Ce poste enregistre notamment les sommes perçues au titre de la bonification des crédits accordés dans le cadre du Financement de la Production Agricole.

Produit Net Bancaire

Il passe de 20 715 millions de FCFA au 31 décembre 2016 à 17 196 millions de FCFA au 31 décembre 2017, soit une baisse de 3 519 millions de FCFA en valeur absolue.

En comparaison aux prévisions budgétaires de 16 957 millions de FCFA le taux de réalisation se situe 101%.

3.1.2.2 Autres produits

Ils comprennent :

- Les reprises de provisions qui passent de 15 535 millions de FCFA au 31 décembre 2016 à 6 041 millions de FCFA au 31 décembre 2017 réparties comme suit :
 - Les reprises de provisions sur créances douteuses et litigieuses pour 6 040 millions de FCFA contre 15 504 millions de FCFA au 31 décembre 2016
 - Les reprises de provisions sur créances purgées pour 1 million de FCFA
- Les produits et profits exceptionnels sont passés de 41 millions de FCFA en 2016 à 158 millions de FCFA en 2017.

3.1.3 RESULTATS

Le résultat net de l'exercice 2017 s'est établi à 2 183 millions de FCFA (après prélèvement d'un impôt sur les sociétés de 1 055 millions de FCFA) contre 1 307 millions de FCFA au 31 décembre 2016.

3.2 BILAN *(tableaux 3-4)*

3.2.1 ACTIF DU BILAN

Opérations de trésorerie

Ce poste a connu une baisse de 10 255 millions de FCFA passant de 20 226 millions de FCFA au 31 décembre 2016 à 9 971 millions de FCFA au 31 décembre 2017, soit 51% en valeur relative.

Opérations avec la clientèle

Elles passent de 214 426 millions de FCFA au 31 décembre 2016 à 228 003 millions de FCFA au 31 décembre 2017, soit une hausse de 13 577 millions de FCFA en valeur absolue et 6% en valeur relative.

Portefeuille de titres

Ce poste connaît une baisse de 848 millions de FCFA passant de 2 072 millions de FCFA au 31 décembre 2016 à 1 225 millions de FCFA au 31 décembre 2017.

3.2.2 PASSIF DU BILAN

Opérations de trésorerie

Ce poste a connu une baisse de 205 millions de FCFA passant de 24 444 millions de FCFA au 31 décembre 2016 à 24 239 millions F CFA au 31 décembre 2017.

Opérations avec la clientèle

Elles ont connu une baisse de 1 391 millions de FCFA passant de 173 496 millions de FCFA au 31 décembre 2016 à 172 104 millions de FCFA au 31 décembre 2017.

Fonds propres et assimilés

Ils se chiffrent (avant intégration du résultat) à 37 544 millions de FCFA au 31 décembre 2017 contre 34 745 millions de FCFA au 31 décembre 2016.

3.3 RATIOS PRUDENTIELS *(tableau 7)*

Les fonds propres effectifs : pour un minimum requis de 10 000 millions FCFA, les fonds propres effectifs se chiffrent à 36 803 millions de FCFA (avant intégration du résultat) au 31 décembre 2017.

Les fonds propres sur risques : ce ratio compare les fonds propres effectifs de la banque au numérateur, et au dénominateur les risques au bilan et hors bilan pondérés selon des coefficients définis.

Pour un minimum requis de 8%, ce ratio se situe à 22,36 %

Contrôle des crédits au personnel, dirigeants et contrôleurs : le montant global des concours pouvant être consenti aux personnes participant à la direction, à l'administration, au contrôle et au fonctionnement, ne doit pas dépasser 20% des fonds propres effectifs.

Le ratio est à 16,66 %.

Le ratio de liquidité : ce ratio est destiné à mesurer le niveau de liquidité en comparant les avoirs et les créances à vue ou à moins de trois mois, à l'ensemble des engagements à moins de trois mois.

Pour un minimum de 75%, il se situe à 46,30 %.

Couverture des emplois à M.L.T par les ressources stables : ce ratio a pour objectif de mesurer la transformation des ressources opérée par la banque. Le niveau de transformation toléré est de 50% des ressources à Court Terme en emplois à Long Terme.

Pour un taux minimal de couverture admis de 50 %, il se chiffre à 94,67 %.

Le ratio de contrôle des immobilisations et des participations : ce ratio est destiné à mesurer le niveau des immobilisations et des participations. Pour un niveau maximal de 100% des Fonds Propres Effectifs, il se situe à 15,70%.

TABLEAU 1

COMPTE DE RESULTAT (AU 31 DECEMBRE 2017)

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANTS
Charges d'exploitation bancaire	4 850 036 223	Produits d'exploitation bancaire	22 046 056 229
Charges sur opérations de trésorerie	1 118 038 899	Produits sur opérations de trésorerie	4 403 177
Charges sur opérations avec la clientèle	3 163 540 337	Produits sur opérations avec la clientèle	19 752 500 453
Charges sur opérations de change	6 230 063	dont Produits sur crédits de campagne	307 938 763
Charges sur prestations de service	562 226 924	Produits sur crédits ordinaires	12 053 207 530
Charges générales d'exploitation	9 308 601 863	Commissions	7 391 354 160
Frais de personnel	4 939 394 505	Commissions diverses	6 642 053 885
Impôts et taxes	196 829 374	Commis° sur opérations de change	749 300 275
Autres charges externes	4 172 377 984	Produits sur opérations sur titres	99 288 472
Dotations aux amortissements	1 031 780 113	Produits divers d'exploitation	2 189 864 127
Dot. aux provisions créances dout.	8 374 433 032	Produits généraux d'exploitation	0
Dot. aux provisions risques et charges	761 842 548	Reprise prov. Créances purgées	1 349 050
Dot. aux provisions sur Titres	0	Reprise prov. Risques et Charges	0
Charges et pertes exceptionnelles	680 496 583	Reprises de provisions dout. Litig.	6 040 113 346
Résultat avant impôt	3 238 083 211	Produits et profits exceptionnels	157 754 948
Impôt sur le bénéfice	1 054 729 237		
Résultat net	2 183 353 974		
TOTAL	28 245 273 573	TOTAL	28 245 273 573

TABLEAU 2

COMPTE DE RESULTAT (Au 31 décembre 2017)

Produits d'exploitation bancaire	26 341 609 793
dont produits s/opérations de trésorerie	4 403 177
Produits sur opérations avec la clientèle	19 752 500 453
Produits sur opérations sur titres	99 288 472
Autres produits d'exploitation bancaire	2 189 864 127
Charges d'exploitation bancaire	-4 850 036 223
Charges d'exploitation bancaire	17 196 020 006
Produits généraux d'exploitation	0
Charges générales d'exploitation	-9 308 601 863
Résultat avant amortissements et provisions	7 887 418 143
Dotations aux amortissements	-1 031 780 113
Résultat avant provisions	6 855 638 030
Reprises sur provisions	6 041 462 396
Dotations aux provisions	-9 136 275 580
Résultat d'exploitation	3 760 824 846
Produits et profits exceptionnels	157 754 948
Charges et pertes exceptionnelles	-680 496 583
Résultat avant impôt	3 238 083 211
Impôt sur le bénéfice	-1 054 729 237
Résultat de l'exercice	2 183 353 974



TABLEAU 3

BILAN AU 31 DECEMBRE 2017

ACTIF

ACTIF	MONTANTS BRUTS	AMORT/PROV.	MONTANTS NETS
Caisses et Banques	9 971 300 189	0	9 971 300 189
Caisses billets et monnaies	5 038 674 250		5 038 674 250
BCEAO Comptes courants	2 339 639 940		2 339 639 940
Banques et Correspondants	1 498 489 686		1 498 489 686
CCP	2 762 642		2 762 642
Dépôts de Garantie	1 091 733 671		1 091 733 671
Opérations avec la clientèle	270 436 429 228	42 433 424 196	228 003 005 032
Crédits de Campagne	5 045 484 166		5 045 484 166
Crédits CT ordinaires	70 346 986 772		70 346 986 772
Comptes ordinaires débiteurs	42 982 284 823		42 982 284 823
Crédits MT	34 882 288 147		34 882 288 147
Crédits LT	63 129 078 661		63 129 078 661
Créances rattachées	3 395 760 760		3 395 760 760
Impayés douteuses et litigieuses	50 654 545 899	42 433 424 196	8 221 121 703
Opérat° s/titres/opérat°diverses	12 969 216 715	3 820 427 004	9 148 789 711
Titres de placement	1 224 970 000		1 224 970 000
Débiteurs divers	4 564 290 125	3 820 427 004	743 863 121
Comptes d'ordre et divers	7 179 956 590		7 179 956 590
Valeurs immobilisées	20 090 053 675	13 002 533 589	7 087 520 086
Titres de Participation	383 904 818	102 904 818	281 000 000
Dépôts et cautionnements	269 090 560		269 090 560
Immobilisations Hors exploitation	839 812 404		839 812 404
Immobilisations d'exploitation	18 597 245 893	12 899 628 771	5 697 617 122
TOTAL	313 466 999 807	59 256 384 789	254 210 615 018

TABLEAU 3 SUIVE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2017

PASSIF

PASSIF	MONTANT
Opérations de trésorerie	24 238 763 071
Banques et correspondants bancaires	3 045 799 703
Dépôts à Terme	677 735 831
Emprunts	20 515 227 537
Autres sommes dues	
Opérations avec la clientèle	172 103 959 033
Comptes ordinaires créditeurs	88 604 008 801
Dépôts à terme	44 416 933 983
Comptes d'épargne	16 657 658 584
Dépôts de garantie	11 207 129 505
Autres dépôts	3 006 835 506
Emprunts à la clientèle	5 058 183 119
Autres sommes dues à la clientèle	2 193 821 622
Dettes rattachées	959 387 913
Opérations sur titres et opérations diverses	18 140 720 496
Créditeurs divers	5 090 586 072
Comptes d'ordres et divers	13 050 134 424
Provisions, fonds propres et assimilés	37 543 818 444
Fonds de bonification	1 113 886 467
Fonds de garantie	14 466 389 600
Autres fonds affectés	1 840 000 000
Provisions pour risques et charges	589 632 471
Prime d'émission	1 146 200 000
Réserves	8 387 709 906
Capital	10 000 000 000
Résultat de l'exercice	2 183 353 974
TOTAL	254 210 615 018
HORS BILAN	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	16 236 201 296
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	9 532 387 954
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS	9 554 140 826
OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	19 582 149 355

TABLEAU 4

ETAT COMPARATIF DES BILANS 2016/2017

ACTIF	31/12/2016 (1)	31/12/2017 (2)	ECART (2-1)
Caisses et Banques	20 226 317 282	9 971 300 189	-10 255 017 093
Caisses billets et monnaies	6 436 309 895	5 038 674 250	-1 397 635 645
BCEAO Comptes courants	8 809 104 969	2 339 639 940	-6 469 465 029
Banques et Correspondants	1 579 490 525	1 498 489 686	-81 000 839
CCP	2 882 642	2 762 642	-120 000
Dépôts de Garantie	3 398 529 251	1 091 733 671	-2 306 795 580
Opérations avec la clientèle	214 425 955 875	228 003 005 032	13 577 049 157
Crédits de Campagne	6 002 507 810	5 045 484 166	-957 023 644
Crédits CT ordinaires	60 142 326 083	70 346 986 772	10 204 660 689
Comptes ordinaires débiteurs	45 024 252 377	42 982 284 823	-2 041 967 554
Crédits MT	28 450 054 978	34 882 288 147	6 432 233 169
Crédits LT	59 045 651 237	63 129 078 661	4 083 427 424
Créances rattachées	3 636 091 820	3 395 760 760	-240 331 060
Créances Impayées, douteuses et litigieuses	12 125 071 570	8 221 121 703	-3 903 949 867
Opérations s/titres et opérations diverses	7 321 012 743	9 148 789 711	1 827 776 968
Titres de placement	2 072 498 418	1 224 970 000	-847 528 418
Débiteurs divers	262 245 636	743 863 121	481 617 485
Comptes d'ordre et divers	4 986 268 689	7 179 956 590	2 193 687 901
Valeurs immobilisées	7 515 351 261	7 087 520 086	-427 831 175
Titres de Participation	281 000 000	281 000 000	0
Dépôts et cautionnements	466 657 269	269 090 560	-197 566 709
Immobilisations hors exploitation	1 464 411 154	839 812 404	-624 598 750
Immobilisations d'exploitation	5 303 282 838	5 697 617 122	394 334 284
TOTAL	249 488 637 161	254 210 615 018	4 721 977 857

TABLEAU 4 SUIVE

ETAT COMPARATIF DES BILANS

2016/2017

PASSIF	31/12/16 (1)	31/12/17 (2)	ECARTS (2-1)
Opérations de trésorerie	24 444 009 654	24 238 763 071	-205 246 583
Banques et correspondants	2 248 362 769	3 045 799 703	797 436 934
Dépôts à terme	598 956 885	677 735 831	78 778 946
Emprunts	21 596 690 000	20 515 227 537	-1 081 462 463
Opérations avec la clientèle	173 495 915 580	172 103 959 033	-1 391 956 547
Comptes ordinaires créditeurs	95 695 630 042	88 604 008 801	-7 091 621 241
Dépôts à terme	45 120 951 448	44 416 933 983	-704 017 465
Comptes d'épargne	15 354 430 216	16 657 658 584	1 303 228 368
Dépôts de garantie	11 067 989 664	11 207 129 505	139 139 841
Autres dépôts	1 770 215 481	3 006 835 506	1 236 620 025
Emprunts à la clientèle	2 033 953 670	5 058 183 119	3 024 229 449
Autres sommes dues à la clientèle	1 544 500 654	2 193 821 622	649 320 968
Dettes rattachées	908 244 405	959 387 913	51 143 508
Opérations s/titres et opérations diverses	15 496 950 911	18 140 720 496	2 643 769 585
Créditeurs divers	4 274 291 612	5 090 586 072	816 294 460
Comptes d'ordre et divers	11 222 659 299	13 050 134 424	1 827 475 125
Provisions, Fonds propres et assimilés	34 744 759 650	37 543 818 444	2 799 058 794
Fonds de bonification	109 768 619	1 113 886 467	1 004 117 848
Fonds de garantie	14 202 706 322	14 466 389 600	263 683 278
Autres fonds affectés	1 840 000 000	1 840 000 000	0
Provisions p/ risques et charges	365 376 169	589 632 471	224 256 302
Prime d'émission	1 146 200 000	1 146 200 000	0
Réserves	7 080 708 540	8 387 709 906	1 307 001 366
Capital	10 000 000 000	10 000 000 000	0
Résultat de l'exercice	1 307 001 366	2 183 353 974	876 352 608
TOTAL	249 488 637 161	254 210 615 018	4 721 977 857

TABLEAU 5

ETAT COMPARATIF DES RESULTATS

2016/2017

CHARGES	31/12/16 (1)	31/12/17 (2)	ECARTS (2-1)
Charges d'exploitation bancaire	5 626 493 545	4 850 036 223	-776 457 322
Charges s/opérations de trésorerie	1 088 383 065	1 124 268 962	35 885 897
Charges s/opérations avec la clientèle	3 522 444 869	3 163 540 337	-358 904 532
Charges s/prestation de service	1 015 665 611	562 226 924	-453 438 687
Charges générales d'exploitation	8 814 622 522	9 308 601 863	493 979 341
Frais de personnel	4 590 002 580	4 939 394 505	349 391 925
Impôts et taxes	184 778 156	196 829 374	12 051 218
Autres charges externes	4 039 841 786	4 172 377 984	132 536 198
Dotations aux amortissements	1 006 937 484	1 031 780 113	24 842 629
Dotations aux provisions	23 634 274 587	9 136 275 580	-14 497 999 007
Charges et pertes exceptionnelles	807 969 262	680 496 583	-127 472 679
Impôt sur le bénéfice	720 874 902	1 054 729 237	333 854 335
Résultat de l'exercice	1 307 001 366	2 183 353 974	876 352 608
TOTAL	41 918 173 668	28 245 273 573	-13 672 900 095
PRODUITS			
Produits d'exploitation bancaire	26 341 609 793	22 046 056 229	-4 295 553 564
Produits s/opérations de trésorerie	1 464 101	4 403 177	2 939 076
Produits s/opérations avec la clientèle	24 184 847 794	19 752 500 453	-4 432 347 341
produits s/crédit de campagne	167 550 478	307 938 763	140 388 285
produits s/crédits ordinaires	16 839 804 796	12 053 207 530	-4 786 597 266
commissions	7 177 492 520	7 391 354 160	213 861 640
commission diverses	6 657 233 035	6 642 053 885	-15 179 150
cions s/opérations de change	520 259 485	749 300 275	229 040 790
Produits s/opérations sur titres	180 214 803	99 288 472	-80 926 331
Produits divers d'exploitation bancaire	1 975 083 095	2 189 864 127	214 781 032
Reprises de provisions dout. litigieuses	15 504 459 159	6 040 113 346	-9 464 345 813
Reprise prov créances purgées	12 799 070	1 349 050	-11 450 020
Reprise prov Risques et Charges	17 995 498	0	-17 995 498
Produits et profits exceptionnels	41 310 148	157 754 948	116 444 800
TOTAL	41 918 173 668	28 245 273 573	-13 672 900 095

TABLEAU 6

EVOLUTION DU RESULTAT

2016/2017

	31/12/16 (1)	31/12/17 (2)	ECARTS (2-1)
Produits d'exploitation bancaires	26 341 609 793	22 046 056 229	-4 295 553 564
Charges d'exploitation bancaires	-5 626 493 545	-4 850 036 223	-776 457 322
Produit net bancaire	20 715 116 248	17 196 020 006	-3 519 096 242
Charges générales d'exploitation	-8 814 622 522	-9 308 601 863	493 979 341
Résultat avant amort. & provisions	11 900 493 726	7 887 418 143	-4 013 075 583
Dotations aux amortissements	-1 006 937 484	-1 031 780 113	24 842 629
Reprises sur provisions et sur amortissement	30 794 568	1 349 050	-29 445 518
Reprise prov créances purgées	15 504 459 159	6 040 113 346	-9 464 345 813
Dotations aux provisions	-23 634 274 587	-9 136 275 580	-14 497 999 007
Résultat d'exploitation	2 794 535 382	3 760 824 846	966 289 464
Produits et profits exceptionnels	41 310 148	157 754 948	116 444 800
Charges et pertes exceptionnelles	-807 969 262	-680 496 583	-127 472 679
Résultat avant impôt	2 027 876 267	3 238 083 211	1 210 206 944
Impôt sur le bénéfice	-720 874 902	-1 054 729 237	333 854 335
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 307 001 365	2 183 353 974	876 352 609

TABLEAU 7

TABLEAU COMPARATIF DES RATIOS PRUDENTIELS

	NORMES	31/12/2016	31/12/2017
FONDS PROPRES EFFECTFS	MINIMUM 10 000	34 038	36 803
FONDS PROPRES/RISQUES	MINIMUM 8 %	17,47	22,36
PARTICIPATION/FONDS PROPRES EFFECTIFS	MAXIMUM 15 %	NEANT	NEANT
CONTROLE DES CREDITS AU PERSONNEL DIRIGEANTS, CONTROLEURS	MAXIMUM 20 %	16,26	16,66
DIVISION DES RISQUES	MINIMUM 25 % FPE	52% des FPE	0
	MAXIMUM 8 X FPE		
RATIO LIQUIDITE	MINIMUM 75 %	52,88	46,30
RATIO IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	MAXIMUM 15 %	0	0
COUVERTURE DES EMPLOIS M. L. TERME PAR RESSOURCES STABLES	MINIMUM 50 %	93,43	94,67
CONTROLE DES IMMOBILISATIONS ET PARTICIPATIONS	MAXIMUM 100 %	16,02	15,70



CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DU SÉNÉGAL

La Banque qui partage vos réalités



31-33, rue El Hadj Amadou A. Ndoye
BP : 3890 Dakar
Tél : +221 33 839 36 36
Fax : +221 33 821 26 06
Email : cncas@cncas.sn

La Banque qui partage vos réalités